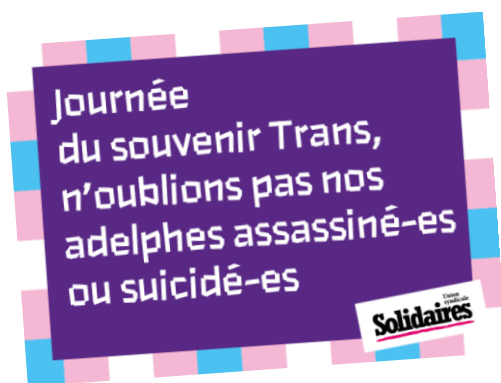


20 novembre : journée du souvenir trans, Solidaires appelle à rejoindre les différents événements du TDoR!

Le 20 novembre, la communauté trans commémore ses adelphe-s assassiné-es et suicidé-es à l'occasion de la journée du souvenir trans, déclinaison française du Trans Day of Remembrance (TDoR). Cette journée, initiée en 1999 en hommage à Rita Hester, femme trans assassinée, est une occasion de rappeler l'urgence de protéger les personnes trans et de construire des ripostes collectives face aux violences systémiques qu'elles subissent. L'Union Syndicale Solidaires appelle les personnes trans et leurs allié-es à rejoindre les mobilisations organisées partout en France.

Un constat alarmant : la transphobie tue

Entre le 1er octobre 2023 et le 30 septembre 2024, 350 personnes trans et de non-binaires ont été assassinées dans le monde, selon le collectif [Transrespect vs Transphobia](#). Ces chiffres ne donnent qu'un bref aperçu de la situation réelle. De nombreux cas ne sont pas signalés ou sont mal signalés en raison de la discrimination fondée sur le sexe, et les cas signalés attirent souvent peu d'attention.



- 93 % des meurtres signalés concernaient des personnes trans racisées, soit une augmentation de 14 % par rapport à l'année dernière.
- 94 % des meurtres signalés étaient des féminicides, c'est-à-dire que les victimes étaient des femmes trans ou des personnes transféminines.

En France, les chiffres officiels restent rares, mais des drames récents — suicides et meurtres — témoignent de la persistance des violences transphobes. Nous aurons une pensée particulière pour Manu, Ozymandias, Paola, Sasha, Noémie, Lamine, Sacha, Sasha-Lou, Charlie, Tris, Noémie, Eva, Lexiae, Sophie, Angéline, Geraldine, Gérard, Frida, Laure, Ousse, Ripley, et tant d'autres dont nous ne connaissons pas les noms, qui se sont suicidées ou ont été assassinées depuis le dernier TDoR¹.

La transphobie : une arme de l'extrême droite réactionnaire

Ces dernières années, l'extrême droite, en France et à l'international, a fait des droits des personnes trans un de ses axes stratégiques pour diffuser des discours de haine. Aux États-Unis, sous l'impulsion de figures comme Donald Trump ou Elon Musk, les politiques républicaines multiplient les lois répressives, interdisant les transitions pour les mineur-es ou menaçant les pratiques éducatives progressistes ou criminalisant.

¹ Ce décompte est le fruit d'un travail bénévole et difficile : si vous constatez des oublis ou des erreurs, merci de contacter [Acceptess-T](#)

En Géorgie, l'adoption d'une loi anti-LGBTI+ a été suivie du meurtre présumé de Kesaria Abramidzé, figure trans locale. En Europe, la droite et l'extrême droite, de Giorgia Meloni à Marion Maréchal, intensifient leurs attaques : restrictions des soins de transition pour les mineures, maintien de « thérapie de conversion », qualification « d'ubuesque » la possibilité de changement d'état civil en mairie par Emmanuel Macron.

Ce climat alimente les violences transphobes, accroît les risques de suicide ou de précarité, et condamne les personnes trans à des vies marquées par la pauvreté, l'exclusion sociale et la peur.

Des violences multiples : au travail, à l'école, dans les institutions

La transphobie n'épargne aucun domaine de la vie :

- **Dans le monde du travail**, elle se manifeste par le harcèlement, le mépris, et des inégalités d'accès aux postes ou à l'évolution de carrière.
- **Dans les établissements scolaires**, les élèves trans subissent des violences éducatives et un manque de reconnaissance de leur autodétermination.
- **Pour les personnes migrantes trans**, la précarité est exacerbée par les politiques restrictives et xénophobes, telles que le placement en centres de rétention inadaptés.

Contre la transphobie, l'Union syndicale Solidaires revendique :

- Le respect du prénom et des pronoms d'usage partout, dans les entreprises comme dans les administrations.
- La possibilité de changement d'état civil libre et gratuit par simple déclaration devant un officier d'état civil en mairie, sans intervention des pouvoirs médicaux et judiciaires.
- Une transition dépsychiatisée, libre et gratuite.
- Le remboursement à 100 % des frais médicaux de transition sans condition, y compris à l'étranger lorsqu'elles ne peuvent pas être réalisées en France.
- Une réelle formation des travailleurs-es de l'éducation, de la santé et des collectivités territoriales à l'accueil des personnes trans.
- Des financements à la hauteur des besoins des associations trans et un respect des libertés associatives de plus en plus souvent attaquées.
- Le droit d'asile automatique pour toutes les personnes LGBTQI+.

Lutter contre la transphobie, c'est lutter pour une société plus juste, plus inclusive et plus solidaire.



solidaires.org